

ALGER

Alger républicain

Extrait du Alger républicain

<http://www.alger-republicain.com/PARTI-ALGERIEN-POUR-LA-DEMOCRATIE.html>

PARTI ALGERIEN POUR LA DEMOCRATIE ET LE SOCIALISME (PADS) : Election présidentielle du 17 avril prochain

Date de mise en ligne : mercredi 16 avril 2014

- Actualité politique nationale -

Description :

Nous avons reçu un appel du PADS (Parti Algérien pour la démocratie et le socialisme) édité à l'occasion des élections présidentielles.

Nous le publions ci-dessous.

AR

Le combat des travailleurs et des masses populaires doit continuer sous toutes les formes :

- pour casser le verrouillage de la vie politique par le régime bourgeois en place
- pour un changement radical dans la voie du progrès et du socialisme

Voter nul ne signifie nullement cautionner le régime.

Les mots d'ordre lancés sont entre autres :

A bas le régime capitaliste despotique de Bouteflika et son opposition, tous à la solde de l'impérialisme !

Non à l'appauvrissement des travailleurs et des jeunes !

L'argent du pétrole pour le développement !

Pour un régime démocratique révolutionnaire du peuple !

<dl class='spip_document_770 spip_documents spip_documents_right' style='float:right;'>



Election présidentielle 17.04.14 - Déclaration du PADS le 12.04.14

PADS

12 avril 2014

Le combat des travailleurs et des masses populaires doit continuer sous toutes les formes :

.

- pour casser le verrouillage de la vie politique par le régime bourgeois en place
- pour un changement radical dans la voie du progrès et du socialisme

Cette élection ne règlera aucun des graves problèmes économiques, sociaux et politiques dans lesquels se débattent les masses populaires et le pays.

.

Ces problèmes sont l'expression des inégalités et des antagonismes engendrés par le régime capitaliste imposé depuis trente ans par les classes possédantes et affairistes dominantes et par leurs idéologues, parmi lesquels les courants obscurantistes qui ont manipulé la religion pour tromper le peuple. Sous l'ère politique de Bouteflika, ils se sont aggravés de façon spectaculaire : accaparement de la plus grande partie du revenu national par une minorité de riches et de barons du régime, corruption à une échelle massive, refus d'utiliser l'argent du pétrole pour relancer l'industrialisation et diktat d'une poignée de très gros importateurs, appauvrissement et chômage massif, emplois mal payés et sans avenir pour les jeunes, problèmes insolubles de logement pour les travailleurs, étouffement de la liberté d'organisation, de réunion et d'expression derrière une démocratie de façade faite sur mesure pour les classes possédantes, passivité du régime face aux ingérences impérialistes dans la région, etc.

Contrairement donc à ce qu'affirment mensongèrement les opposants dits « *libéraux* » à Bouteflika et à l'équipe qui dirige le pays, les blocages actuels ne sont pas liés au fait qu'un chef d'Etat invalide puisse continuer à présider le pays au mépris des aspirations démocratiques du peuple et des règles de fonctionnement les plus élémentaires de tout Etat.

Les couches laborieuses n'ont rien à attendre du régime, tant que l'Etat actuel demeure une machine au service de la bourgeoisie et de l'impérialisme. Avec Bouteflika ou avec n'importe quel autre défenseur du capitalisme, candidat ou non à cette élection présidentielle, l'exploitation de la classe ouvrière va se renforcer et la situation sociale des masses populaires va empirer. Les riches s'enrichiront encore plus et les pauvres seront encore plus pauvres, la dépendance du pays ne fera que s'aggraver.

Le pays continuera à s'enfoncer dans l'impasse tant que les travailleurs et les masses laborieuses n'auront pas réussi à instaurer un régime révolutionnaire en rupture radicale avec le capitalisme.

Les disputes publiques qui ont éclaté ces derniers mois entre des dignitaires du régime n'ont pas pour motif l'amélioration de la situation matérielle des travailleurs et de la petite paysannerie, la relance du développement, la réflexion sur les moyens de mobiliser démocratiquement les masses et en satisfaisant leurs revendications politiques et économiques pour faire face aux ingérences impérialistes.

La crise au sommet de l'Etat, les attaques menées contre l'équipe dirigeante par l'opposition ultra-libérale des

Benbitour, Benflis, Djaballah, Sadi et compagnie, ont pour cause la bataille pour le partage et le repartage des richesses du pays entre les membres d'une minorité qui s'est enrichie grâce à la libéralisation du commerce extérieur, aux privatisations, au pillage des ressources du pays, à l'exploitation des travailleurs des villes et des campagnes, au détournement des revenus pétroliers, de l'argent des banques publiques.

Les bandes qui se battent entre elles dans les coulisses du régime, ou celles qui lui mènent la guerre dans l'opposition libérale, sont toutes d'accord pour maintenir le système capitaliste qui a mené le pays dans cette impasse et se mettre au service de l'impérialisme et de ses multinationales. » Chacune d'entre elles s'adresse aux puissances impérialistes pour leur demander de les aider à renforcer ses positions dans l'État ou à s'en emparer afin d'assouvir plus complètement la soif d'enrichissement des couches sociales privilégiées. Les puissances impérialistes attisent leurs rivalités et font monter les enchères pour obtenir du régime ou de l'opposition « libérale » qu'ils s'engagent à accélérer l'application des « réformes » exigées par l'« économie de marché », **c'est-à-dire à leur donner les gisements de pétrole et de gaz, à leur remettre les secteurs stratégiques et juteux de l'économie - Sonelgaz, télécommunications, distribution de l'eau, banques publiques, santé, etc. - à leur reconnaître la liberté totale de circulation des capitaux et d'exportation des profits, à diminuer ou même faire disparaître les impôts sur leurs profits, à augmenter le prix du gaz et de l'électricité, à supprimer toutes les barrières douanières, à leur permettre de prendre possession des terres, à rayer toutes les lois sociales qui protègent encore plus ou moins le travailleur et qui fixent le salaire minimum, les primes et les indemnités, etc.**

L'impérialisme veut des bases militaires et ne relâche pas ses pressions pour que l'armée algérienne devienne le gendarme de ses intérêts en Afrique.

C'est cela le vrai contenu des « réformes » sur lequel le régime et l'opposition ultra-libérale sont d'accord sans le reconnaître publiquement. Défenseurs du régime et opposition ultra-libérale se sont tous entendus pour que ces questions ne soient pas débattues devant le peuple à l'occasion de l'élection présidentielle. Ils ont détourné l'attention des citoyens sur des chicanes au sujet du 4e mandat de Bouteflika, de sa capacité ou non à continuer à diriger le pays.

Le régime a tout fait depuis des années pour étouffer la voix des forces révolutionnaires qui défendent les intérêts des travailleurs et se battent pour une alternative socialiste. Il a tout fait pour les marginaliser, à l'aide de ses lois et règlements antidémocratiques sur les partis, les associations, de l'interdiction des réunions publiques et des marches dans la rue. L'opposition ultra-libérale est par contre largement médiatisée par la presse privée bourgeoise et même publique. Elle est relayée à tout moment pour dénigrer les idées de progrès et vanter les bienfaits imaginaires d'un capitalisme qui, dans la pratique, a ravagé le pays.

En fait, ce qui distingue ces bandes rivales sur ces questions, en plus de la revendication des opposants à partager avec l'équipe dirigeante le monopole de la décision politique, c'est uniquement la question du rythme d'exécution des injonctions impérialistes. La plupart des dirigeants du régime veulent aller graduellement mais plus sûrement dans ce sens, escomptant qu'ils pourront de cette manière émietter la réaction populaire et la vaincre plus facilement en maniant avec ruse la carotte et le bâton, la distribution de petites miettes au peuple et la répression de ses éléments les plus combatifs. Les Benbitour, Benflis et compagnie, ainsi que des éditorialistes de la presse pro-impérialiste, veulent que les choses aillent plus vite parce qu'ils tablent sur le soutien des puissances impérialistes et sur leur capacité grâce à cela à mater la réaction du peuple sous le couvert d'un « Etat de droit » et d'une pseudo-légitimité que leur donneraient les urnes dans des élections soi-disant « démocratiques ».

Le régime actuel est appuyé par toutes les couches sociales aisées, urbaines et paysannes, qui ont trouvé leur compte dans la libéralisation des importations et le développement des activités parasites dans le commerce, les services, l'immobilier et la spéculation sur les fruits et légumes, dans l'exploitation forcée

de la classe ouvrière. « *La stabilité* », grâce à la candidature de Bouteflika à un 4e mandat et malgré son invalidité, telle est la seule préoccupation de ces classes et couches sociales. L'essentiel pour elles est que leurs privilèges soient préservés même au mépris des formes démocratiques les plus élémentaires, et qu'une bonne entente soit assurée avec les pays impérialistes.

Cette candidature est le résultat des compromis que les différents clans du régime ont réalisé entre eux et avec les puissances impérialistes, USA et France. Pour le moment ces puissances collaborent avec lui étant donné qu'il favorise leurs intérêts stratégiques. La visite de John Kerry, à quelques jours seulement de cette élection s'inscrit dans les marchandages pour obtenir de nouvelles concessions du régime. Il n'en sortira rien de bon pour les travailleurs et les masses populaires.

Que faire le 17 avril prochain, avant et après ?

Les cercles qui ont avalisé cette candidature vont mettre en route, comme d'habitude, leur appareil de fraude, d'intimidation, de promesses clientélistes et de corruption pour sa réélection.

Le verrouillage de la vie politique derrière la démocratie de façade provoque l'indifférence ou l'indignation de l'immense majorité de la population pour ces élections.

Le régime a tout fait pour que son plan réussisse même si la grande masse des électeurs va s'abstenir de voter en l'absence d'un parti révolutionnaire influent et de forces populaires capables de diriger leurs luttes pour une alternative démocratique et patriotique révolutionnaire. Mais cette fois-ci l'acuité de la crise politique va rendre encore plus précaires les résultats de ses manoeuvres.

Les travailleurs ne peuvent soutenir aucun des candidats en lice.

Louisa Hanoune prétend depuis des années défendre leurs intérêts et leurs aspirations. En réalité elle s'est toujours employée à les tromper en leur faisant croire que Bouteflika est de leur côté mais que son entourage sabote sa politique. Personne ne peut oublier qu'elle a été une avocate acharnée des mouvements obscurantistes au moment où ils assassinaient les démocrates, les progressistes et les syndicalistes. Ses positions ont toujours bénéficié de l'appui des médias publics et privés.

Benflis a fait partie avant et après 1989, et y compris pendant un temps sous Bouteflika, de l'appareil d'Etat qui a appliqué les réformes anti-populaires et anti-nationales. Il s'est démasqué récemment par ses salutations à John Kerry et par sa lettre au patronat, dans laquelle il fait des promesses ultra-libérales sur la flexibilisation du travail et les baisses d'impôts.

Les trois autres candidats, Belaïd, Rebaïne et Touati, sont des personnages fabriqués par la machine du régime pour contribuer au succès de la comédie.

Le régime souhaite un fort taux de participation pour donner un semblant de légitimité à son opération mais il le craint en même temps dans la mesure où des résultats non prévus dans ses plans pourraient compliquer ses manipulations.

L'opposition ultra-libérale et les courants obscurantistes ont appelé au boycott pour renforcer leurs arguments en faveur d'une intervention extérieure ou de l'armée en vue d'une prétendue « *transition démocratique* » dont ils cachent le contenu économique et social pour ne pas dévoiler publiquement leurs véritables objectifs.

L'Union Européenne a deux fers au feu. Elle a signifié au gouvernement son refus d'envoyer des observateurs à cette élection. Cela veut dire dans sa logique interventionniste impérialiste, qu'elle confirme son droit à s'ingérer dans les affaires du pays en fonction du rapport des forces qui se précisera après le 17 avril.

Dans ce contexte complexe, le moins mauvais des choix à faire est de voter nul pour à la fois dénoncer la manoeuvre du régime, contribuer à faire reculer les attentismes et transformer en action, même limitée, l'indignation spontanée des masses, se démarquer des partisans de l'intervention extérieure et d'une action interne de l'armée dont on ne sait rien sur ses auteurs éventuels et leurs objectifs.

Voter nul ne signifie nullement cautionner le régime.

Ce vote consiste pour l'électeur à glisser dans l'enveloppe un billet sur lequel il aura écrit des slogans qui expriment son indignation contre le régime bourgeois. En voici quelques exemples non limitatifs :

A bas le régime capitaliste despotique de Bouteflika et son opposition, tous à la solde de l'impérialisme !

Non à l'appauvrissement des travailleurs et des jeunes !

L'argent du pétrole pour le développement !

Pour un régime démocratique révolutionnaire du peuple !

Vive le socialisme !

ou encore :

« Mon vote rejette tous les candidats. Il signifie mon opposition au verrouillage politique qui empêche la candidature d'un représentant des couches populaires exprimant mon aspiration à une rupture avec le capitalisme et pour un pouvoir populaire anti-impérialiste qui se battra pour le socialisme. »

etc.

Ce sera le véritable vote des masses populaires.

Aujourd'hui, il faut faire l'effort pour exploiter cette marge politique et exprimer consciemment l'existence d'une opinion qui rejette le diktat et les calculs des forces anti-populaires et inféodées à l'impérialisme, que ce soit le régime en place ou les courants dits d'opposition qui le combattent.

Demain c'est mener des actions organisées de niveau plus élevé, grèves politiques générales, manifestations, etc., La lutte continue quels que soient les résultats de la mascarade électorale.

Poursuivons le combat pour des changements politiques, économiques et sociaux radicaux, pour l'avènement d'un régime démocratique populaire qui s'attaque aux positions de la bourgeoisie et des multinationales, contrôle les grands moyens de production, met fin aux inégalités sociales et à l'exploitation, satisfait les revendications et les besoins sociaux des travailleurs, de la petite paysannerie, des couches qui vivent de leur travail, en un mot un régime qui ouvre la voie à la révolution socialiste !

PADS

12 avril 2014